

77.05.01 LEADER

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Coopération
Base réglementaire : article du PSN	article 77
Intitulé dispositif régional NAQ	LEADER
Indicateurs de résultats associés	<p>R37 Croissance et emploi dans les zones rurales : Nouveaux emplois créés dans les projets bénéficiant d'une aide</p> <p>R38. Couverture LEADER : Population rurale couverte par les stratégies de développement local.</p> <p>R39 Développement de l'économie rurale hors des exploitations : nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement.</p>
Indicateurs de réalisation associés	O31. Nombre de stratégies de développement local (Leader) ou d'actions préparatoires bénéficiant d'une aide.
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>La Région Nouvelle-Aquitaine met en place une démarche territoriale multi-fonds pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens 2021-2027. Cette approche territoriale multi-fonds regroupe:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le programme LEADER, intégré à l'objectif H du Programme Stratégique National de la Politique Agricole Commune 2023-2027 : « Promouvoir l'emploi, la croissance et l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bio économie et la sylviculture » ; - l'Objectif Stratégique 5 du programme FEDER FSE+ 2021-2027 Nouvelle-Aquitaine : « Une Nouvelle-Aquitaine qui accompagne ses territoires pour répondre à leurs défis économiques, sociaux, et environnementaux », - le programme DLAL (Développement Local mené par les Acteurs Locaux), Objectif Spécifique 3.1 intégré à la Priorité 3 du Programme National FEAMPA 2021-2027 : « Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement des communautés de pêche et d'aquaculture ». <p>Cette approche est mise en œuvre selon les modalités du point 3 de l'article 31 du règlement (UE) 2021/1060. Cependant, la Région Nouvelle-Aquitaine n'a pas identifié de fonds chef de file pour la mise en œuvre de la stratégie.</p> <p>Dans ce cadre, c'est le programme LEADER qui a été choisi par l'autorité de gestion régionale pour financer tous les coûts de gestion, le suivi et l'évaluation de la stratégie ainsi que son animation, y compris la facilitation des échanges entre acteurs (hormis pour Bordeaux métropole).</p>

	<p>Pour les actions préparatoires concernant la période 2021-2027, l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre future de la stratégie est soutenu dans le cadre des crédits de transition 21-22 des Programmes Régionaux de Développement Rural Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes.</p> <p>Une attention particulière sera portée au maillage territorial en services et réseaux dans une logique de coopération et de participation citoyenne dans l'ensemble des composantes (urbain, rural, péri-urbain).</p> <p>L'autorité de gestion régionale veillera également à appuyer la notion d'innovation, principe fondamental définissant la valeur ajoutée de LEADER, sur la base de sa définition communautaire : <i>émergence de nouveaux produits et services qui incorporent les spécificités locales, nouvelles méthodes permettant de combiner entre elles les ressources humaines, naturelles et/ou financières du territoire conduisant à une meilleure exploitation de son potentiel endogène, combinaison et liaisons entre des secteurs de l'économie traditionnellement séparés les uns des autres et formes originales d'organisation et d'implication de la population locale dans le processus décisionnel et de mise en œuvre du projet.</i> Sa déclinaison au travers des stratégies de développement local sera de nature à contribuer à l'ancrage territorial de l'innovation et constituera un fil directeur dans la sélection des projets sur la période 2023-2027.</p> <p>Une mise en œuvre adaptée, tenant compte de la diversité des territoires, sera assurée selon les principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une approche du développement local, à l'échelle des territoires de contractualisation de la Région, - la sélection de stratégies locales par un appel à candidatures unique, intégrant l'ensemble des fonds mobilisés, proposé aux territoires concernés. <p>LEADER pourra soutenir les priorités et typologies d'actions relevant du socle du volet territorial inter fonds que constitue l'OS 5 du programme régional FEDER-FSE+. Il peut également intervenir sur d'autres thématiques, identifiées comme un besoin spécifique du territoire dans le cadre de sa stratégie de développement local, en agissant comme levier sur des actions non soutenues ailleurs, présentant un « plus » pour les territoires ruraux.</p>
Année de démarrage du dispositif	Janvier 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Pour le soutien préparatoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Structure candidate pour mettre en œuvre une stratégie de développement local ;

	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Structure porteuse d'une stratégie de développement local, ou structure impliquée dans l'animation et la mise en œuvre de la stratégie de développement local ; - Acteurs locaux porteurs d'un projet s'inscrivant dans la stratégie de développement local. <p>Les bénéficiaires éligibles seront déterminés par le GAL dans le cadre de sa stratégie locale de développement.</p>
Conditions d'éligibilité	Les opérations doivent respecter les conditions d'éligibilité déterminées par le GAL dans sa stratégie locale de développement.
Coûts éligibles	Les coûts éligibles sont déterminés par le GAL dans sa stratégie locale de développement dans le respect de la réglementation européenne et nationale en vigueur.
Inéligibilités	<p>Ne sont pas éligibles à LEADER :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les investissements matériels et les projets d'ingénierie (immatériel ou/et coûts de personnel) circonscrits aux communes de + de 25 000 habitants ; -Les sociétés civiles immobilières et les particuliers (<i>un particulier est une personne physique ne disposant pas d'un numéro SIRET et agissant à titre personnel et privé en dehors de toute activité professionnelle</i>) ; -Les dépenses d'auto-construction et les contributions en nature.
Eligibilité temporelle des dépenses	Les dépenses présentées doivent respecter la réglementation européenne et nationale. Pour les projets relevant de l'article 42 TFUE, il n'y aura pas d'effet incitatif de l'aide.
Eligibilité géographique	<p>Le projet doit être localisé sur le territoire du GAL ou bénéficier à celui-ci et être conforme à la stratégie locale de développement sélectionnée.</p> <p>Concernant les projets de coopération : le projet doit être localisé au sein d'un Etat membre ou d'un pays-tiers dans le cadre du projet de coopération.</p>
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Des crédits régionaux et nationaux peuvent être sollicités en contrepartie des financements LEADER, ces cofinancements sont déclarés dans le plan de financement.
Ligne de partage FESI	<p>La stratégie locale de développement sera déclinée dans un plan d'action au sein duquel chaque type d'action ne pourra mobiliser qu'un seul fonds (principe d'une fiche action = 1 fonds)</p> <p>Le GAL ne pourra pas mobiliser son enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles à d'autres dispositifs du FEAMPA (hors OS 3.1), ou du programme régional FEDER-FSE+ (hors OS5) <u>ou</u> du Plan Stratégique Régional, <u>excepté le dispositif 73.01.09 PCAE Transformation et Commercialisation de produits agricoles pour les agriculteurs et leurs groupements (ON FARM)</u></p>
3. Modalités d'octroi de l'aide	

Principes de sélection	La sélection est effectuée par le GAL selon ses choix stratégiques.
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets ou au fil de l'eau, selon les choix stratégiques du GAL
Bonifications éventuelles	Sans objet
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique : 100%.
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	80%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Selon les choix stratégiques du GAL (Départements, EPCI, Région, Etat, Fondations, ...)
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Double plancher de 8 000 € de dépenses éligibles sur l'opération présentée et de 5 000 € d'aide FEADER prévisionnelle après instruction de la demande d'aide. Ces montants planchers s'appliquent uniquement à l'instruction de la demande d'aide. Des seuils plus élevés pourront être définis par le GAL dans le cadre de sa stratégie locale de développement.
Plafonds (en dépenses éligibles)	Des plafonds de dépenses éligibles pourront être déterminés par le GAL dans sa stratégie locale de développement.
Modalités de versement	Acomptes et solde. Possibilité d'avance, accordée selon une vérification effectuée lors de l'instruction du dossier. Les modalités d'application sont précisées dans les documents de mise en œuvre.

Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p>Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant trois catégories de postes : "cadres" ; "hors cadres" ; "stagiaires".</p> <p>Coûts indirects : taux forfaitaire de 15% appliqué sur le montant des dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire.</p> <p>Défraiement (Frais de déplacement/hébergement/restauration) : taux forfaitaire de 4% appliqué sur le montant des dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire.</p> <p>Application de taux forfaitaires et/ou de montants forfaitaires et/ou de coûts unitaires sur l'ensemble des dépenses sur la base de projets de budget pour les opérations dont le coût total présenté au fonds européen est inférieur à 200 000 €.</p> <p>Les modalités d'application des OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet
Règlementation aides d'Etat	La réglementation des aides d'Etat est applicable en fonction des projets.
Maintien des dépenses	Les investissements seront maintenus 3 ans pour les PME ou 5 ans pour les autres structures à compter du versement du solde de l'aide.